Tribune conjointe de MM. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, et de Boris Johnson, son homologue britannique, dans "Le Monde" du 15 avril 2017, sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, intitulée "Non au mensonge d'Assad".

2017-04-15

L'horreur et la mort, tel est le sort des enfants syriens sous le régime d'Assad. Le 4 avril, deux avions ont décollé de Chaïrat, base aérienne du régime soutenue par la Russie. Il est hautement probable qu'ils ont bombardé des civils à Khan Cheikhoun au moyen de gaz mortels. Ce qui a suivi est trop affreux à décrire : une agonie pour des bébés, des femmes et des personnes âgées. Des morts par dizaines, des centaines de blessés qui porteront à jamais les séquelles de cette attaque. C'est une honte pour le régime syrien et ses alliés, une honte pour le monde. Combien de temps pourrons-nous encore supporter cela ?

Nous regrettons que le 12 avril, le Conseil de sécurité ait été incapable de faire preuve d'unité. Avec les États-Unis, nos pays avaient proposé une résolution qui condamnait cette attaque chimique et réaffirmait un soutien impartial à l'équipe d'enquêteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Cette résolution était simple et équilibrée. La Russie y a opposé son veto pour la huitième fois depuis le début de la crise syrienne en 2011. Ce veto s'est accompagné de fausses affirmations qui visaient à semer le doute sur la responsabilité du régime.

Nous avons déjà connu cela, cette série de mensonges éhontés. Nous ne pouvons plus le supporter. Lorsque des enfants sont gazés, nous ne pouvons plus accepter de mensonges abjects. Rétablissons la vérité.

Des scientifiques britanniques ont analysé des échantillons prélevés sur les victimes de cette attaque : ils se sont révélés positifs au sarin ou à une substance dérivée. Notre analyse indique que deux avions syriens se trouvaient à proximité de Khan Cheikhoun et à portée de lieux vraisemblables d'impact. Nous estimons que seul le régime a la capacité de procéder à une telle attaque. Il est donc très probable que celle-ci a été menée par le régime d'Assad.

Les affirmations de la Russie selon lesquelles des stocks détenus par l'opposition ont été touchés ne correspondent pas aux faits.

Le régime syrien a un long passé de terreur derrière lui. Son recours aux bombardements, à la torture et aux exécutions de masse est attesté par la commission d'enquête des Nations unies et par les organisations non gouvernementales.

Le recours du régime aux armes chimiques a lui aussi une longue histoire. Dans ses rapports d'août et d'octobre 2016, le Mécanisme d'enquête et d'attribution des Nations unies a fait état de cas d'utilisation de substances chimiques contre des civils après l'attaque chimique contre la Ghouta en 2013, dont trois attribués au régime syrien sur la base de preuves «suffisantes» et un à l'organisation de l'État islamique.

Les dénégations du régime ne devraient impressionner personne. M. al-Assad a déclaré qu'il s'agissait des terroristes. Mais Bachar Al-Assad affirmait aussi ne pas avoir de barils explosifs, ne pas bombarder de civils, ne pas torturer «car ce serait illogique». Pas de barils explosifs ? Leurs images sont partout. Pas d'attaques contre les civils ? Les camps de réfugiés en Turquie accueillent des victimes. Pas de torture ? Selon Amnesty International, dans la seule prison de Saydnaya, 13.000 personnes avaient été massacrées.

Alors oui, c'est illogique, M. Assad, mais c'est vous l'auteur de ce syllogisme meurtrier. Vous affirmez que vos stocks ont été tous détruits sous supervision de l'OIAC : d'où proviennent donc les armes chimiques employées récemment ? L'OIAC a démontré que les déclarations de la Syrie sur ses stocks d'armes chimiques comportaient de graves lacunes. Nous devons conduire une enquête sur ce point.

La Russie et l'Iran ont toujours cherché à couvrir le régime. Ils ont salué le mécanisme d'enquête et d'attribution de l'OIAC et des Nations unies lorsque celui-ci a attesté le recours à des armes chimiques par l'EI, mais l'ont désavoué lorsqu'il a présenté des preuves accablantes contre le régime. En 2014, la Russie s'est opposée à ce que la Syrie soit déférée à la Cour pénale internationale.

La communauté internationale a le devoir moral d'aller plus loin. Il est de notre responsabilité de défendre l'interdiction des armes chimiques et de faire en sorte que ceux qui ont mené ces attaques chimiques rendent des comptes. C'est essentiel pour la paix et la sécurité.

Au nom de la communauté internationale, la mission d'établissement des faits de l'OIAC procédera à une enquête. Le mécanisme d'enquête et d'attribution des Nations unies et de l'OIAC dira ensuite qui en est responsable. Nous faisons toute confiance à ce processus. Il n'y aura pas d'impunité.

Que faire à présent ? Les Syriens souffrent. Le Conseil de sécurité est divisé, donc incapable de mettre fin à leurs souffrances. Nous devons nous unir à nouveau et faire face à cette crise

qui ébranle les valeurs fondamentales de l'humanité. Il faut commencer par le cessez-le-feu. Celui-ci doit être renforcé, placé sous supervision internationale, mis en oeuvre. Cela permettra de nous assurer qu'aucune attaque de ce type ne se reproduira.

Nous devons redynamiser le processus politique, en y associant les principaux acteurs, pour enfin mettre en oeuvre la transition prévue par la résolution 2254, qui permettra d'échapper aux massacres et de progresser vers la stabilité si nous voulons vaincre le terrorisme à long terme.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 avril 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/202767-tribune-conjointe-de-mm-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrang